N° 47 - 15 OCT.-15 NOV. 67
« LE PEUPLE BRETON »
mensuel
Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS
Ordinaire : 6 F
De soutien : à partir de 10 F
2 365-76 RENNES
« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

1F

UDB

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

APRES QUIMPER ET REDON

LA LUTTE POUR LA SURVIE DE LA BRETAGNE DOIT UNIR TOUTES LES FORCES DE GAUCHE

(VOIR NOTRE EDITO, PAGE 2)

Cliché « Le Peuple Breton »

Un manifestant « sonné » relevé par ses camarades à Quimper

Les tendances actuelles du syndicalisme agricole

Notre collaborateur C. Canevet qui a dans de précédents numéros analysé l'évolution de l'agriculture bretonne et expliqué les dangers qu'elle court dans un marché commun libéral, décrit dans ce numéro les différentes tendances du syndicalisme agricole actuel. Il n'est pas possible de bien comprendre les manifestations agricoles du mois d'octobre si on ne connaît pas ces tendances.

Les récentes manifestations agricoles ont une nouvelle fois mis en évidence les divergences de plus en plus profondes qui existent dans le monde agricole :

— le 26 juin, les agriculteurs bretons manifestent leur mécontentement à l'égard de la politique agricole commune et leurs craintes devant les perspectives offertes par le Marché commun ; ceci à l'appel de la F.R.S.E.A.-Ouest (1) et du C.R.J.A. (2), mais sans le soutien de la F.N.S.E.A. (3).

— le 2 octobre, la Fédération Nationale se voit contrainte d'organiser dans l'ensemble de la France des manifestations de protestation contre la politique agricole en matière de productions animales, pour ne pas perdre le contrôle de ses troupes et éviter une scission à l'intérieur de l'organisation syndicale ; mais seule l'agriculture pauvre des régions périphériques manifeste, c'est-à-dire, la Bretagne, l'Ouest, le Sud-Ouest et le Massif Central.

— enfin, le 12 octobre, le Comité de Guéret (d'inspiration socialiste) et le M.O.D.E.F. (4) d'influence communiste) manifestent à leur tour, surtout dans le Centre - Sud-Ouest. La FNSEA les accuse d'entreprendre une « manœuvre de division agricole » ; notons que cette date du 12 octobre avait été retenue par ces organisations bien avant la journée du 2 octobre.

On voit que la FNSEA, organisation syndicale officielle, éprouve quelques difficultés à se faire passer pour représentative de « l'Agriculture française » et à entretenir le mythe de l'unité de la profession. Analysons de façon plus précise les tendances qui se manifestent actuellement dans le syndicalisme agricole ; les divers courants en présence se rattachent à l'un ou à l'autre des deux types de régions agricoles qui caractérisent l'agriculture actuelle : les régions de grande culture et les régions d'agriculture paysanne.

L'AGRICULTURE CAPITALISTE :

Les régions de grande culture constituent le secteur agricole modernisé capitaliste, qui comprend aussi bien les grandes exploitations de polyculture mécanisées du Bassin Parisien (céréales - betteraves), que certaines exploitations spécialisées (domaines viticoles et rizicoles, maraîchage, arboriculture, etc...). Ces entrepreneurs agricoles disposent d'exploitations à haute productivité et sont bien armés pour triomper dans un marché libéral de plus en plus concurrentiel, d'autant plus que la politique agricole communautaire leur est très favorable : la betterave et les céréales sont les seules productions qui soient assurées d'un prix rémunérateur dans une Europe libérale. En outre, ces régions proches des centres de consommation ne peuvent que tirer profit, à l'avenir, de la tendance à la sur-concentration géographique des hommes, des capitaux, et des produits (aussi bien agricoles qu'industriels) qui caractérise le développement capitaliste.

LA F.N.S.E.A. OU LE SYNDICALISME TRADITIONNEL :

Ces « gros exploitants » s'expriment au travers de deux organisations : l'A.P.C.A. (5) qui regroupe encore en majorité les « personnalités » et les « notables » du monde agricole et la F.N.S.E.A. ; malgré la présence de certaines fédérations départementales ou chambres d'agricultures progressistes au sein de ces organisations, les positions de la tendance traditionnelle conservatrice prévalent toujours au niveau des états-majors nationaux. Ces dirigeants sont dans l'ensemble assez proches des milieux centristes, sinon de la majorité elle-même ; ce qui explique qu'ils aient donné leur caution à une politique européenne qui les sert mais qui, par contre — telle qu'elle est conçue actuellement — condamne les régions périphériques. D'où l'em-

(*Suite page* 4)

(1) F.R.S.E.A.-Ouest : Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitation Agricoles Région Ouest (Bretagne - Pays de Loire).

(2) C.R.J.A. : Centre Régional des Jeunes Agriculteurs.

(3) F.M.S.E.A. : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

(4) M.O.D.E.F. : Mouvement de Défense des Exploitations Familiales.

(5) A.P.C.A. : Assemblée des Présidents de Chambre d'Agriculture.

LA DEFAITE DE L'U.N.R. RICHET A ST-BRIEUC

(Voir notre article page 3)

VERS UN FRONT BRETON PROGRESSISTE

(*Voir notre compte rendu de la journée de Lorient, page* 3)

Le début d'un grande étude:

OUEST OU BRETAGNE

par J. THOMAS

Dans ce numéro :
UN CHOIX FONDAMENTAL

(page 5)

Edito

De juin à octobre, la colère des agriculteurs bretons ne s'est pas apaisée ; les promesses, toujours au conditionnel, de M. Edgar Faure n'y ont rien fait. Dans notre numéro de juillet, nous avions expliqué devant quel dilemme dramatique l'agriculture bretonne se trouvait face au Marché commun libéral, à quelques mois de la mise en place définitive de ce dernier. Nous avions souligné que c'était le problème global du sous-développement de la Bretagne et d'autres régions périphériques de l'Europe qui était posé. Les manifestations de Redon et de Quimper sont venues rappeler au national-gaullisme l'existence de ce problème. La violence de ces manifestations, notamment celle de Quimper, a surpris. Que faut-il en retenir ?

Nous retiendrons l'attitude des autorités et du gouvernement qui à coup de communiqués, de déclarations et de plaintes contre X..., cherchent à intimider un syndicalisme agricole uni qu'en apparence, à accréditer dans l'opinion publique que les « moyens employés par la minorité la plus violente traduisent l'existence — notamment dans l'Ouest — d'un véritable « quadrillage de type paramilitaire », faisant appel à des militants entraînés, disposant de moyens importants qui, le cas échéant, pourraient être utilisés à d'autres fins que la protestation sur un terrain strictement professionnel ». Cette déclaration de M. Pompidou laisse la porte ouverte à toutes les répressions ; elle rejoint la réaction de M. Hosteing, préfet de Quimper, parlant de « pillage » et celle de M. Pélissier qui, dans une déclaration radiophonique parlait de « provocateurs ouvriers ». Ce n'est pas très nouveau depuis le Second Empire.

Nous voudrions relever l'attitude ambiguë du maire de Quimper (SFIO) qui, pour rassurer la bourgeoisie de sa ville, a stigmatisé la violence sans chercher à expliquer ; sans doute pour rattraper cette attitude réactionnaire il a cru devoir rappeler que les paysans bretons, avec leur bulletin de vote, avaient une meilleure arme.

« Qu'est-ce qu'ils diraient si on brûlait leurs fermes », cette réflexion exprime la réaction d'une certaine partie de l'opinion, réaction qui est conditionnée par une presse qui depuis longtemps a habitué ses lecteurs à l'opium. L'incendie de la maison de l'huissier, le caractère d'émeute, voilà ce qu'on veut faire retenir. L'article qui expliquait dans le numéro de la veille du « Télégramme » pourquoi un jeune paysan de la région de Guingamp manifesterait n'avait pas eu le droit lui à la première page ! Il faudrait dire que le nombre de blessés a été plus élevé que celui donné qui ne visait qu'à établir un rapport de pitié favorable au service d'ordre. Ce service d'ordre n'a-t-il pas utilisé des grenades offensives ? Le paysan, blessé grièvement, ne l'a-t-il pas été par un coup de crosse ? Et pour que Mlle Dienesch, député de la majorité, pose une question écrite sur « les responsabilités du service d'ordre »... On a sauté sur le prétexte des pompiers empêchés d'approcher de l'incendie pour démontrer l'irresponsabilité des paysans déchaînés : à leur arrivée il n'y avait plus grand chose à faire et les paysans ont vu rapidement l'usage que le service d'ordre pouvait en faire contre eux.

Cette violence n'était pas surprenante pour ceux qui connaissaient la situation dramatique de l'agriculture bretonne. Ce n'est pas seulement le désespoir d'une « agriculture en retard », selon l'expression favorite de plumitifs aux ordres. Non, c'est la révolte de ce paysan — aujourd'hui entre la vie et la mort — d'une trentaine d'années, instruit, ayant servi dans la coopération au Mali comme technicien agricole, ayant tout fait pour moderniser son exploitation, qui s'est rendu compte qu'il n'allait pas s'en sortir. C'est la révolte de cet autre qui avec son élevage de porcs ne gagne rien (286 F. de frais pour 285 F. de recettes pour un porc) : « Ce mois-ci nous avons disposé à peine de 300 F. » La solution, se battre ou s'exiler dans deux ou trois ans, car il n'y a pas d'emploi en Bretagne.

Le soutien du syndicat C.G.T. du Morbihan aux manifestants de Quimper, la participation des ouvriers de Redon aux côtés des agriculteurs à la manifestation dans cette ville sont des jalons pour le front uni qui doit grouper les travailleurs ouvriers et paysans de Bretagne contre la politique du national-gaullisme qui condamne ce pays au sous-développement, à la mort.

Les interventions des leaders paysans à Redon et à Quimper (notamment celle de Lambert) comme celle de Marivin au nom de la C.F.D.T. à Redon, le texte de certaines pancartes ont insisté sur le lien étroit entre ces difficultés agricoles de la Bretagne et le problème de l'emploi.

Des mesures pourront être prises par le gouvernement ; il pourra réclamer et peut-être obtenir un relèvement de certains prix européens. Les paysans bretons qui ont été victimes trop longtemps de la démagogie européenne et de la fausse solidarité des « riches », maîtres de la F.N.S.E.A. ne doivent pas demain lacher la proie pour l'ombre.

Réforme de structures de l'agriculture, refus du Marché Commun libéral, solution démocratique et socialiste du problème de l'emploi et de l'industrialisation de la Bretagne, telles doivent être les lignes d'un combat qui ne peut être qu'un combat politique. Politisation ? Edgar Faure, puis M. Richet à Saint-Brieuc, M. Lelong à Saint-Pol-de-Léon, en ont subi les effets ; M. Becam a été particulièrement visé à Quimper, M. Guichard a vu les lignes téléphoniques de sa résidence sabotées... Les hommes du pouvoir attirent la colère sur eux. Cette colère doit se murir en une attitude politique claire et consciente, c'est-à-dire durable. Une campagne d'action sur les thèmes énoncés plus haut devrait pouvoir faire l'unité de toutes les forces de gauche en Bretagne, des syndicats ouvriers et paysans. La prochaine rencontre de « l'Action régionale progressiste » devra travailler à cette union.

UDB

LA VIE DU PARTI

REUNION DU COMITE DIRECTEUR

La dernière réunion mensuelle s'est tenue le 17 septembre à Saint-Brieuc. Notre trésorier national a présenté un bilan encourageant : il a noté en particulier que les ventes du journal pendant l'été avait dépassé les prévisions ; les bases financières de notre organe se trouvent ainsi consolidées. Au chapitre des affaires intérieures, il fut discuté de l'organisation du prochain congrès qui aura lieu en novembre ; la réunion d'octobre lui sera presque entièrement consacrée. Enfin le responsable des relations publiques engagea le débat sur les élections cantonales et la position de l'U.D.B.

SECTION DU MORBIHAN

Des camarades de la région morbihannaise se dépensent beaucoup. Il existe maintenant des dépôts du **Peuple Breton** à Auray, Vannes, Baud, Hennebont, Lorient etc. Plusieurs abonnements et réabonnements ont été recueillis. La Section se propose d'organiser une réunion à l'intention des sympathisants et abonnés. Rappelons l'adresse du responsable : J. Kudua 5, rue du Drezen, Auray.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR « LE PEUPLE BRETON »

Au moment où nous écrivons ces lignes, les échos des manifestations d'agriculteurs bretons à Redon et Quimper le 2 octobre sont à peine éteints et à Brest, un camarade paysan, frappé à coup de crosse, lutte contre la mort. Qu'en sera-t-il au moment où vous recevrez ce journal ?

Cette manifestation amène une question précise : avez-vous une idée de ce que peut coûter au budget un déploiement policier comme celui qui est opposé périodiquement aux Bretons ? Avez-vous une idée du prix des centaines de grenades lacrymogènes ou offensives qui sont lancées sur nos manifestants ? Avez-vous une idée de ces millions de francs dépensés pour la solde, les primes, le transport, la nourriture et l'hébergement des milliers de policiers employés à faire taire les Bretons ?

Si oui, vous comprendrez combien votre aide désintéressée nous est nécessaire. Car face à cette marée d'hommes et d'argent, contre la Bretagne, il faut opposer non seulement le courage des manifestants mais aussi la force des faits, des arguments, des idées.

Le Peuple Breton, à son rang et à sa place sert ainsi à défendre la Bretagne contre le pouvoir. Il doit être aidé pour que ses moyens grandissent à mesure qu'augmente la répression.

Alors, aidez-nous : pour la propagande bretonne que constitue notre journal ayez un geste digne de la nouvelle Bretagne : celle qui n'accepte plus de s'en laisser conter et qui lutte !

NEUVIEME LISTE

C. S. **Paris**	15,00 F
Yves Le Berre, **Rennes**	10,00 F
J. L. S. Stéphan, **Penmarc'h**	30,00 F
Anonyme, **Paris**	2,00 F
J. L. R., **Bagneux**	5,00 F
Anonyme, **Saint-Brieuc**	1,00 F
Total de la neuvième liste	63,00 F
Report des listes précédentes	1247,20 F
TOTAL	**1310,20 F**

Les participations à la souscription doivent être adressées au **Peuple Breton,** B.P. 103, Rennes ; C.C.P. 2 365-76, Rennes, en précisant au dos de l'envoi : **Souscription.**

NOTE :

Nous avons plaisir à signaler le geste d'un Breton du Sud-Finistère qui, au lieu de verser de l'argent à notre souscription, a préféré faire don à l'Union démocratique bretonne d'une machine à ronéotyper pratiquement neuve. Qu'il trouve ici l'expression publique de nos remerciements.

PRESENCE DE L'U.D.B.

CLICHE « *LE PEUPLE BRETON* »

EN LEON

BULLETIN D'ADHÉSION

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à : UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, B.P. 103, RENNES — C.C.P. 2 365-78.

LA POSITION DE L'U.D.B.

(SUITE DE LA PAGE 6)

idéal : il faut faire retrouver à nos jeunes la fierté bretonne et la volonté de travailler au salut de leur région, sur place. Il faut que la gauche se persuade vraiment de la nécessité — pour la démocratie et pour le socialisme — de mobiliser l'opinion bretonne sur quelques thèmes simples dont le principal, à nos yeux, est que **les problèmes régionaux ne pourront pas être résolus dans le cadre du libéralisme capitaliste : il y a là une exigence du socialisme ;** de plus, **les problèmes régionaux doivent être réglés par les intéressés eux-mêmes au sein d'une assemblée élue : il y a là une exigence de la démocratie.**

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
TERRASSEMENTS — VOIRIE — CARRIERES
Yves LE PAPE & Fils
29 S - PLOMELIN - Tél. 117

ELECTIONS EN BRETAGNE

LES CANTONALES ET LA DEFAITE DE RICHET

Nous venons de vivre une période électorale qui a vu à la fois, en Bretagne, le renouvellement de la série sortante des Conseils généraux et une élection législative partielle : celle de Saint-Brieuc.

Les élections cantonales

Les élections cantonales ont été marquées, comme dans l'ensemble de la France, par un fort pourcentage d'abstentions. Ce peu d'empressement des électeurs s'explique par la désaffection que connaissent les Conseils généraux, assemblées purement administratives, aux ressources financières réduites et aux pouvoirs étroitement limités par la tutelle préfectorale. Ces assemblées fonctionnent en outre dans un cadre très discuté : celui des départements, circonscriptions artificielles dues à l'esprit géométrique des Constituants bourgeois de 1790 et renforcées par Napoléon qui en a fait l'instrument idéal de la centralisation parisienne, chère à M. Michel Debré.

La sur-représentation des cantons ruraux fausse en outre la composition des Conseils généraux au profit de la droite, tandis que le mode de scrutin atténue les éventuels mouvements d'opinion.

Que dire, dans ces conditions, des résultats des élections cantonales en Bretagne, sinon que les « mares stagnantes » ont favorisé une fois de plus les notables locaux et donné le pas aux influences personnelles sur l'intérêt général ?

Quelle signification politique peut-on valablement donner à la réélection d'un M. de Poulpiquet à Plabennec, d'un M. du Halgouët à Pipriac ou d'un M. Maujouan du Gasset à Clisson ? Seul, ou à peu près, le vote des circonscriptions urbaines a été politisé.

Il est intéressant de constater qu'il s'est traduit par un net glissement à gauche, notamment à Lorient-II (siège gagné par la F.G.D.S.), à St-Brieuc-Nord et à Pont-Scorff-Lanester (sièges gagnés par le P.C.). Les « centristes » sont généralement en recul et le parti gaulliste n'a pas réussi à accroître sérieusement une implantation déjà faible cependant : on a vu notamment le « parachuté » Lelong, homme-lige de Pompidou, mordre la poussière dans le canton de Saint-Pol-de-Léon, comme il l'avait fait aux élections législatives dans la circonscription de Morlaix. Le mécontentement paysan y a certainement été pour quelque chose.

Ceci dit, ne nous faisons pas d'illusions : ce n'est pas des Conseils généraux, tels qu'ils sont actuellement composés, qu'il faut attendre un redressement de la situation de la Bretagne. Nous croyons davantage à l'efficacité d'une Assemblée régionale démocratiquement élue qui choisirait elle-même son exécutif et pourrait parler et agir au nom du peuple breton tout entier.

L'élection législative de Saint-Brieuc

Bien plus significative que les « cantonales » a été l'élection législative partielle de Saint-Brieuc où les électeurs étaient appelés à choisir entre Yves Le Foll, député P.S.U. invalidé, candidat unique de la Gauche, et le gaulliste Richet, candidat de la droite, bénéficiant notamment du soutien actif des ex-M.R.P. Le Guen et Mlle Dienesch.

Au premier tour de l'élection législative de mars 1967, les partis de gauche n'avaient obtenu, dans cette circsonscription, que 45,7 % des voix contre 54,3 % aux candidats de droite et du « centre ». Si Le Foll l'avait emporté au second tour, c'est avec 35 voix seulement de plus que son adversaire de la Ve République.

En provoquant l'invalidation de l'élu P.S.U. de Saint-Brieuc, pour des motifs qui étaient surtout des prétextes, le pouvoir espérait bien faire pencher cette fois la balance du côté gaulliste. Rien n'a été négligé : quatre ministres, dont Edgar Faure et Maurice Schumann, sont venus dans les Côtes-du-Nord apporter leur soutien à Robert Richet, à grand renfort de discours, de barbouzes... et de promesses de subventions. Il s'agissait, pour les hommes du régime, de regagner le siège qu'ils avaient perdu en mars et dont ils avaient grand besoin pour renforcer leur étroite majorité parlementaire.

Dans leur propagande, ils n'ont trouvé qu'un seul épouvantail à brandir : l'anticommunisme. Des milliers d'affiches fluorescentes des plus coûteuses ont répercuté aux quatre coins de la circonscription le slogan du distingué Schuman contre « le fascisme rouge, le communisme ». De son côté, le sortant gaulliste, qui fut membre actif des jeunesses de De la Rocque, évoquait la dictature stalinienne.

Or, le candidat de la Gauche unie l'a emporté dès le premier tour, le 24 septembre, avec cette fois 6.416 voix d'avance sur son adversaire. Naturellement, les commentaires officiels ont cherché aussitôt à minimiser l'importance de ce scrutin : on a entendu les commentateurs de la radio et de la T.V. déclarer (sans rire) que le résultat n'avait rien de surprenant, les députés invalidés bénéficiant toujours de la faveur du corps électoral. Ce qui est d'ailleurs absolument faux car il serait facile de citer bon nombre d'élus invalidés, notamment sous la IIIe République, qui ont été battus lorsqu'ils se sont représentés devant le corps électoral.

On ne voit pas pourquoi les gaullistes se seraient donné tant de mal pour battre Le Foll s'ils étaient tellement persuadés d'avance que le siège de Saint-Brieuc resterait à la gauche ! Il s'agit en réalité de faux-fuyants, destinés à masquer une défaite d'autant plus cuisante qu'elle se situe dans ce « bastion breton » que le régime gaulliste a longtemps considéré comme un de ses fiefs les plus fidèles.

C'est que les Bretons n'ont pas du tout lieu d'être satisfaits de la politique gouvernementale à leur égard et l'on peut se féliciter que l'un des thèmes de la campagne de Le Foll ait été « du travail en Bretagne » (1).

Dans cette région nord de la Bretagne particulièrement frappée par le marasme économique, le chômage, le sous-emploi, l'exode des jeunes, la crise agricole, la population laborieuse sait désormais à quoi s'en tenir. Les ordonnances de régression sociale prises l'été dernier par le gouvernement Pompidou ont achevé de convaincre un nombre croissant de nos compatriotes de la nocivité de ce régime.

Fait significatif : des travailleurs catholiques, d'anciens électeurs MRP écœurés des ambiguïtés et des compromissions « centristes », ont donné leur voix au candidat de la Gauche, sans se laisser impres-

(SUITE PAGE 6)

LA JOURNEE DE LORIENT :

Vers un front breton progressiste

La presse, tant parisienne que locale, a rendu compte plus ou moins fidèlement de la « Journée d'action régionale progressiste » qui, organisée par le mouvement **Ar Falz**, a réuni à Lorient, le 9 septembre, une centaine de participants venus des cinq départements bretons et représentant l'ensemble des organisations de gauche : partis, clubs, syndicats, mouvements culturels et étudiants.

Certains journaux ont conclu à la création d'un « nouveau mouvement revendicatif breton », d'inspiration voisine de celle du M.O.B. et du C.E.L.I.B. (**sic**) ; quelques-uns, cédant au goût du sensationnel, ont même été jusqu'à parler d'une « Union des gauches pour la libération de la Bretagne ».

A l'U.D.B., où nous n'avons pas l'habitude de prendre nos désirs pour des réalités, nous voulons faire le bilan de cette Journée de Lorient avec lucidité et réalisme.

Constatons d'abord que cette rencontre aura eu un premier avantage : permettre aux différentes organisations démocratiques d'exprimer et de confronter leurs points de vue sur le problème breton. Après des exposés documentés de Per Honoré (Ar Falz) et de Corentin Bescond (Club breton « Les Bonnets Rouges ») sur les aspects économiques de la situation bretonne, le docteur Fichez, Armand Guillemot, Yves Lannes, J. Reffait, notre camarade Ronan Leprohon, Ch. Josselin et Le Meillour ont pris successivement la parole au nom de la F.G.D.S. du Finistère, du P.C., du P.S.U., de la F.G.D.S. d'Ille-et-Vilaine, de l'U.D.B., de la C.I.R. et de la C.G.T.-F.O. (**1**). Planckaert, du Club « Bretagne et Démocratie », a lu un message de Michel Phlipponneau, qui n'avait pu venir à Lorient.

Deuxième constatation : des rapports et interventions de cette journée, il ressort que, si beaucoup de chemin reste encore à parcourir pour aboutir à une parfaite unité de vues sur la solution du problème breton, les idées défendues par l'U.D.B. font des progrès sensibles parmi les militants des partis français de gauche en Bretagne. Ces idées peuvent se résumer ainsi : il existe un problème breton spécifique, qui s'analyse comme un problème de type colonial et dont la solution, essentiellement politique, exige l'union de toutes les forces démocratiques en Bretagne.

SPECIFICITE DU PROBLEME BRETON.

La rencontre socialiste de Saint-Brieuc, on s'en souvient, avait choisi comme cadre géographique douze départements de « l'Ouest ». A cet égard, la Journée de Lorient, se situant d'emblée dans le cadre breton, a marqué un effort de clarification, facilitant ainsi la prise de conscience de la **spécificité** du problème breton.

Sans doute, cette prise de conscience n'a-t-elle pas encore atteint le même degré chez toutes les organisations représentées. Si l'originalité de la situation de la Bretagne a été soulignée par les porte-parole du P.S.U. et de l'U.D.B. en particulier, elle est apparue moins nettement dans l'exposé de l'orateur du P.C. Certes, nous savons bien que la Bretagne n'est pas la seule région sous-développée. Mais, comme l'a souligné notre camarade Leprohon, ce qui caractérise notre situation, à nous Bretons, c'est que nous cumulons tous les handicaps et tous les facteurs d'aliénation : économiques, sociaux, politiques. N'est-ce pas le fondateur d'**Ar Falz** lui-même, Yann Sohier, qui le constatait en son temps : « Le Breton est deux fois prolétaire : en tant que Breton et en tant que prolétaire » ?

La journée du 9 septembre avait d'ailleur été précédée, le 8, par une « journée culturelle » qui avait mis en lumière l'originalité culturelle de la Bretagne, laquelle ne peut s'épanouir, comme l'a indiqué Morvan Lebesque, que dans une fédération des ethnies.

Il faut reconnaître que les communistes comme l'U.D.B., ont insisté pour que la résolution finale fasse mention des « cinq départements bretons ». Et, ici encore, la rencontre de Lorient marque un progrès, cette fois par rapport au C.A.B. de 1963, dont certains promoteurs ne concevaient l'action pour la Bretagne que dans le cadre étriqué des quatre départements de la « région de programme » économique arbitrairement découpée par les technocrates parisiens.

Cette prise de conscience du fait breton dans son cadre historique et naturel implique la reconnaissance de l'existence de la Bretagne comme **entité communautaire** (pour reprendre la terminologie de C. Bescond) et non plus comme simple expression géographique.

UNE INSTITUTION DE TYPE COLONIAL.

Il y a un an, à Saint-Brieuc, le titre percutant du rapport Roccard — « décoloniser la province » — n'avait pas été sans surprendre bon nombre de participants du colloque socialiste. A Lorient, l'analyse de la situation bretonne dans les termes colonisation-décolonisation semble avoir acquis difinitivement droit de cité. Plusieurs orateurs, et pas seulement celui de l'U.D.B., ont parlé de « colonialisme intérieur » (P. Honoré et C. Bescond) ; Yves Lannes, du P.S.U., a souligné que la Bretagne n'est pas seulement une région sous-développée, mais une région aliénée.

Notre camarade Leprohon, de son côté, a signalé certains aspects, souvent passés sous silence, de l'aliénation bretonne, depuis les implantations militaires massives et systématiques imposées à notre péninsule jusqu'à certains fléaux sociaux dont les conséquences démographiques et sanitaires pèsent lourdement sur la population bretonne. Il a conclu en déclarant que la mystique gaulliste en Bretagne ne peut être supplantée que si nous pouvons lui opposer une autre mystique : celle d'une Bretagne socialiste.

La seule note discordante venue d'un délégué finistérien de la F.E.N. qui a critiqué le vocabulaire (inhabituel pour lui) de certains orateurs, dont celui de l'U.D.B. Cette intervention a montré, s'il en était besoin, combien certains enseignants bretons restent tributaires d'une vision stato-nationaliste française qui nie, minorise ou travestit la personnalité bretonne. Condamner, comme l'a fait ce délégué, le sentiment breton en le confondant avec l'esprit chouan, se choquer d'un parallèle entre la situation du Québec et celle de la Bretagne, se scandaliser de l'emploi du terme « exilé » à propos d'un compatriote émigré à Paris, tout cela dénote un état d'esprit digne de cette « gauche bonapartiste » dont nous notions la persistance l'an dernier après le colloque de Saint-Brieuc (2).

Il est cependant significatif de l'évolution de la gauche en Bretagne que cette intervention n'ait rencontré que peu d'écho parmi les participants de la Journée de Lorient, qui ont au contraire approuvé très largement Keravel et Leprohon lorsqu'ils ont relevé ces propos.

UN PROBLEME POLITIQUE.

Jusqu'à une époque récente, il paraissait incongru, aussi bien à gauche qu'à droite, de poser le problème breton en termes politiques : c'était se rendre suspect d' « autonomisme »... On se souvient du « centriste » Lombard déclarant, lors d'une table ronde des jeunes Bretons à Quimper, l'an dernier, que placer le problème breton sur le terrain politique, c'était « aller à la catastrophe » (**sic**).

L'un des mérites, et non des moindres, de la Journée organisée par **Ar Falz** à Lorient a été précisément de montrer qu'il s'agit avant tout d'un problème politique. Et ceci est d'autant plus remarquable que c'est une organisation culturelle qui avait pris l'initiative de cette rencontre.

En ce qui concerne les modalités de la solution elle-même à appliquer à la Bretagne, des divergences sont apparues, comme il fallait s'y attendre. Pour nous, la question est simple : à problème breton, solution bretonne. C'est pourquoi nous préconisons, et nous l'avons redit à Lorient, des institutions régionales dé-

(SUITE PAGE 4)

(1) On trouvera par ailleurs le texte intégral de l'intervention de notre représentant.
(2) **Le Peuple Breton**, n° 37 (décembre 1966).

PEINTURE - **DECORATION**
L. KERYEL
10, rue Amiral-Linois
N-29 - BREST
Revêtements (murs et sols)

Les tendances actuelles du syndicalisme agricole

(Suite de la page 1)

barras de la FNSEA devant l'importance prise par les manifestations.

LE C.E.N.A.G. OU LES JEUNES PATRONS DE L'AGRICULTURE :

Mais la voix de l'agriculture moderne capitaliste s'exprime de plus en plus par le C.E.N.A.G. (6), qui regroupe les « Jeunes Patrons » de l'agriculture ; plus « réaliste » et dynamique que la F.N.S.E.A., peu soucieux de préserver une unité de façade qui ne peut que dissimuler les vrais problèmes, le C.E.N.A.G. se prononce nettement en faveur d'une politique agricole double : une politique économique pour les quelques dizaines de milliers d'exploitations de pointe, afin de les rendre hautement compétitives ; une politique sociale pour la grande masse des agriculteurs des régions traditionnelles périphériques. Voilà qui est clair et qui fait un heureux contrepoids aux propositions de « régionalisation » et de suppression des disparités régionales formulées par le CNJA ! Les jeunes chefs d'entreprises opposent en outre à l'« Agriculture de Groupe Industrielle et Commerciale » définie par les Jeunes Agriculteurs, leur schéma de la « Nouvelle Entreprise Agricole » (N.E.A.), entreprise patronale fondée sur des ateliers industriels et réservant une certaine « participation » aux salariés.

L'AGRICULTURE PAYSANNE :

Longtemps manœuvrée par les agriculteurs de grande culture pour faire aboutir des revendications sur les prix qui ne profitaient en définitive qu'à ces derniers, la masse des exploitants qui compose l'« Agriculture paysanne » se fait enfin entendre pour son propre compte, avec de plus en plus de vigueur, à mesure que pour elle l'avenir devient plus sombre et que l'inquiétude, voire le désarroi, gagnent les campagnes. Caractérisée par des structures encore largement archaïques, par une population agricole excédentaire et sous-employée, l'agriculture de ces régions traditionnelles, essentiellement orientée vers l'élevage, se trouve confrontée brutalement (après les illusions entretenues par le gouvernement, voire la F.N.S.E.A., au sujet du Marché commun) avec les exigences d'une économie moderne et pose des problèmes d'adaptation et de mutation d'autant plus considérables et urgents qu'ils ont été longtemps dissimulés. Ces problèmes sont encore aggravés du fait de l'insertion de cette agriculture paysanne dans un cadre économique globalement sous-développé : il s'agit de régions sous-industrialisées, disposant d'une infrastructure médiocre, le plus généralement excentrées par rapport aux grands axes économiques actuels. Régions en perte de vitesse, « en voie de sous-développement », dont la Bretagne est l'exemple le plus caractéristique.

Face aux difficultés de l'agriculture artisanale, deux courants se sont manifestés depuis un certain nombre d'années, dont chacun correspond à un groupe particulier d'agriculteurs en même temps qu'à une certaine attitude politique.

LE M.O.D.E.F. OU LE « POUJADISME DE GAUCHE »

Il y a d'une part les agriculteurs artisanaux qui n'ont pas su ou plutôt pas pu s'adapter à l'évolution : ce sont les petits agriculteurs condamnés par le progrès, victimes de la modernisation de l'agriculture et du mouvement de concentration. Ce groupe d'exploitants marginaux s'exprime essentiellement par l'intermédiaire du M.O.D.E.F., sorte d'alliance de tous les mécontents et surtout des désemparés ; le M.O.D.E.F., mouvement d'inspiration communiste, est violemment opposé à la politique gouvernementale des structures qu'elle condamne en bloc (SAFER, FASASA et CNSEA, Groupement de producteurs, etc...), dans la mesure où cette politique lui paraît être un instrument visant à accélérer la concentration capitaliste et la disparition des petites exploitations. Aussi réclame-t-il une politique sélective en faveur des exploitants familiaux : prix préférentiels, exonérations de charges fiscales et sociales, droit de préemption exclusif pour l'achat des terres, interdiction des élevages industriels, etc... Il s'agit certes d'une position assez négative (la défense de l'exploitation familiale sans profondes réformes de structures est une duperie et une telle politique serait contraire aux intérêts des travailleurs), mais peut-on demander aux victimes du processus économique de cautionner une politique qui conduit à leur élimination, surtout en l'absence de *véritables mesures sociales qui puissent leur permettre de se retirer ou de se reconvertir* en toute sécurité ? En outre, l'objectif du MODEF, mouvement d'opposition, n'est pas de proposer une politique cohérente de rechange, mais essentiellement de rechercher à regrouper le maximum des mécontents menacés par le processus d'industrialisation de l'agriculture.

LE C.N.J.A. OU L'ECHEC DU SYNDICALISME « CONSTRUCTIF »

Un second courant se manifeste dans l'agriculture artisanale : celui des agriculteurs dynamiques à la recherche du progrès, à mi-chemin entre une agriculture archaïque et une agriculture moderne ; ces agriculteurs, qui ont entrepris depuis la guerre un grand effort pour rattraper leur retard et s'adapter aux techniques modernes, se heurtent à des difficultés quasi-insurmontables sans une action de grande envergure : difficultés à la fois au niveau individuel (surfaces trop petites, difficultés financières, endettement...) et au niveau collectif (excédent de population agricole, circuits commerciaux archaïques, infrastructure régionale médiocre, éloignement des marchés, processus de transferts de productions, etc...).

Aussi, ces agriculteurs, dont le porte-parole est le C.N.J.A., sont-ils partisans de profondes réformes de structures, susceptibles de permettre aux régions agricoles traditionnelles de mettre en place une agriculture moderne et compétitive : adaptation du droit de propriété et limitation des libertés individuelles, planification de la production et développement du pouvoir économique des producteurs par la coopération, croissance équilibrée des diverses régions et des différents types d'agriculture, politique sélective en faveur des régions périphériques, etc... Certaines de ces idées ont été reprises dans les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 ; mais les textes définitifs sont souvent éloignés de ce qu'auraient voulu les Jeunes Agriculteurs et surtout leur mise en application est demeurée si partielle et limitée que force est de constater que la politique de « concertation » avec le gouvernement aboutit à un échec total ; à preuve les récentes manifestations dans lesquelles les Jeunes Agriculteurs se sont montrés les plus durs : de plus en plus, ils constatent que l'esprit même du système capitaliste va à l'encontre de leurs thèses (agriculture de groupe, développement régional, réduction des disparités...). En outre, l'entrée en vigueur du Marché commun agricole libéral ne fait qu'agraver les disparités régionales de croissance et condamne à terme les régions périphériques, quels que soient leurs efforts d'équipement. Aussi, peut-on observer dans maintes régions une certaine « gauchisation » de la part des CDJA ; mais ceci ne se fait pas sans difficultés et beaucoup sont encore réticents pour adopter une attitude politique claire, qui s'accorde à leur refus du libéralisme économique.

Voilà brièvement présentées les quatre tendances fondamentales qui s'exercent sur le monde agricole (7). Mais qu'en est-il du syndicalisme agricole breton ? Quels sont les courants

A la permanence U.N.R. de Quimper

essentiels qui s'y manifestent ? On peut dire que de plus en plus les fédérations bretonnes prennent leur distance vis-à-vis des dirigeants de la F.N.S.E.A. ; ainsi la manifestation de Redon du 26 juin, a été décidée par la Fédération Régionale, sans la consultation ni l'appui de la Fédération Nationale ; celle-ci a suivi trois mois après, pour éviter une scission.

Dans l'ensemble, le syndicalisme breton paraît assez proche des position du C.N.J.A., y compris le syndicalisme adulte, à l'exception toutefois des F.D.S.E.A. des Côtes-du-Nord et du Finistère, dans l'ensemble politiquement plus réactionnaires (influence de l'Office Central de Landerneau) (Marc Bécam, député UNR de Quimper, est l'ancien secrétaire administratif de la F.D.S.E.A. du Finistère !). Les trois autres départements sont par contre relativement progressistes et forment la principale opposition interne à la F.N.S.E.A. (en particulier avec B. Lambert, de la F.D.S.E.A. de Loire-Atlantique et membre du Conseil National du P.S.U.). Quant au M.O.D.E.F., son influence demeure limitée ; son implantation dans la région est récente, ce qui ne l'empêche pas d'avoir une certaine audience dans les campagnes rennaises et en Bretagne Centrale, dans la zone de contact des trois départements du Finistère, Côtes-du-Nord et Morbihan. Notons que la dissidence avec la F.N.S.E.A. s'est également faite dans le Finistère, mais vers la droite : c'est ainsi que s'est constitué dans le Léon un Syndicat Indépendant des Paysans, qui tend à regrouper les mécontents du département, les opposants au remembrement ou à l'organisation des marchés (plants de pommes de terre, artichauts et choux-fleurs, etc...).

C. CANEVET.

(6) C.N.M.A.G. : Centre des Chefs d'Entreprises Agricoles.

(7) Auxquelles il faudrait ajouter le Comité de Guéret, de tendance socialiste (R. Viel) (F.G.D.S.), proche du M.O.D.E.F.

CARROSSERIE AUTOMOBILE
Passage au marbre - Peinture dans cabine
JEAN CAZEAUX
Le Poteau-Vert
29 S - CONCARNEAU

VERS UN FRONT BRETON PROGRESSISTE

(SUITE DE LA PAGE 3)

mocratiques élues, y compris l'exécutif. Les clubs (Bretagne et Démocratie, Bonnets Rouges), le P.S.U. et **Ar Falz** défendent un programme analogue. Le porte-parole de la C.I.R. a souligné de son côté que le principe d'une Assemblée régionale élue est désormais acceptée par la Fédération de la gauche, seul l'exécutif élu faisant encore question.

Le P.C. réclame la suppression des Préfets mais il a gardé jusqu'ici une attitude réservée à l'égard des institutions « régionales » préconisées par les autres partis de gauche. Tout en restant fidèle au département, il semble que le P.C. ait fait un pas en avant, son porte-parole à Lorient ayant admis la création d'un organisme régional démocratique qui serait associé à l'établissement et à l'exécution du Plan.

L'accord pourrait être facilement trouvé sur cette question des institutions régionales si les militants bretons de certains partis hexagonaux adoptaient enfin une optique bretonne au lieu de s'en remettre sur ce point à leurs états-majors centraux. Nous pensons que la solution du problème breton n'est pas dans la simple projection « régionale » de recettes préfabriquées à Paris, mais dans la volonté et l'action démocratique de la base, en Bretagne même.

VERS UN FRONT BRETON PROGRESSISTE ?

Cette action suppose l'union sans cesse renforcée des forces de gauche, politiques et syndicales, sur le plan breton. Il n'y a rien à attendre de notables gaullistes ou « centristes », dont la trahison a été justement dénoncée lors de la dernière campagne des élections législatives. Dans son message à Lorient, Phlipponneau a justement stigmatisé le soi-disant « apolitisme » du C.E.L.I.B., qui sert de paravent à la politique anti-bretonne du pouvoir. Au nom de la F.G.D.S., J. Reffait a préconisé la création par les forces de gauche représentées à Lorient d'un organisme permanent de contestation qui pourrait prendre le relais de la Commission régionale d'expansion économique supprimée depuis la récente réforme du C.E.L.I.B.

Les participants de la Journée d'action régionale progressiste se sont séparés sans se prononcer à ce sujet, reportant leur décision à une prochaine réunion qui aura lieu en novembre à Saint-Brieuc.

Pour sa part, l'U.D.B. est prête à collaborer à un Front commun des forces démocratiques en faveur de la Bretagne. A une condition toutefois, c'est que les parties prenantes soient bien décidées à lutter de toutes leurs forces pour des objectifs clairement définis, qui passent sans aucun doute par un changement de régime et de gouvernement en France mais ne doivent pas se borner à cela.

Il nous faut travailler sur place à désaliéner nos compatriotes en hâtant leur prise de conscience de la situation coloniale de la Bretagne et en contribuant à former une véritable opinion publique bretonne, jusqu'ici anesthésiée par une T.V. et une presse à la dévotion du pouvoir. D'autre part, les militants bretons des partis français de gauche doivent mettre tout en œuvre pour convaincre leurs directions parisiennes de la spécificité et du caractère crucial du problème breton, afin que ces partis en tiennent compte dans leurs programmes respectifs : il ne s'agit pas, pour nous bretons, d'un problème secondaire, marginal, accessoire ou plus ou moins folklorique, mais d'une question primordiale conditionnant notre avenir et celui de nos enfants. Sans cette prise de conscience du fait breton, nous ne sortirons jamais des déclarations platoniques, des discussions académiques et des motions vouées à l'échec.

Une issue « en queue de poisson » ou quelque pâle réédition sans lendemain, de l'éphémère C.A.B. de 1963 ne pourrait engendrer, chez les jeunes surtout, que déception, amertume, découragement. C'est seulement si toutes les organisations, tous les militants de gauche prennent conscience de la gravité de la situation bretonne et des moyens de la régler que l'on pourra dire que la Journée du 9 septembre 1967 à Lorient aura marqué un tournant décisif dans l'évolution économique, sociale et politique de la Bretagne.

Jean THOMAS

Le début d'une grande étude

Un choix fondamental : OUEST OU BRETAGNE

Après les enquêtes sur l'Alcoolisme en Bretagne (n° 19 au n° 23), sur « Clergé et Bretagne » (du n° 31 au n° 37), le Peuple Breton présente dans ce numéro l'introduction à une nouvelle étude « Ouest ou Bretagne ». Au moment où — pour ne prendre qu'un exemple — les représentants les plus dynamiques du syndicalisme agricole posent le problème de la régionalisation, il nous a paru essentiel de poser ce problème fondamental : Ouest ou Bretagne.

S'il est un terme dont il est fait chez nous, en Bretagne, une grande consommation, c'est bien celui de « Ouest ». On le retrouve partout, jusque dans les domaines les plus variés et les plus inattendus.

La presse régionale, non seulement en use et en abuse, mais l'arbore dans ses titres : à *Ouest-France*, à Rennes, fait écho à Morlaix *Le Télégramme de Brest et de l'Ouest*...

Un des programmes hebdomadaires de la télévision régionale s'intitule « Connaissance de l'Ouest ». L'automobiliste breton se rallie au sigle de l'A.C.O. (Automobile Club de l'Ouest), tandis que le football se joue sous les couleurs de la Ligue de l'Ouest. La principale troupe théâtrale connue en Bretagne est celle de la C.D.O. (Comédie de l'Ouest). Et on ne compte plus les entreprises, sociétés, maisons de commerce ou établissements de crédit qui intègrent le mot « Ouest » dans leur raison sociale.

Tout ceci ne tirerait guère à conséquence si, de simple appellation à caractère plus ou moins commercial, liée à un système capitaliste pour qui les diversités ethniques s'effacent devant les exigences du profit, ce terme désincarné n'avait gagné le domaine du syndicalisme et de la politique.

Que les partis politiques de droite affectionnent l'expression « Ouest », cela n'a rien pour surprendre, qu'il s'agisse de la « droite du sang » ou de la « droite du fric », selon le mot de Morvan Lebesque. La première y trouve un parfum de Chouannerie, qui flatte agréablement ces milieux aristocratiques et militaires où l'on conserve pieusement le souvenir des « Volontaires de l'Ouest » qui, en 1871, se battirent pour la France à Patay sous les ordres du général de Charette et les plis de la bannière du Sacré-Cœur. Quant à la seconde, elle est l'héritière directe des actionnaires de cette fameuse Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, qui disparut en 1906 malgré l'appui des parlementaires conservateurs.

Les technocrates de la Ve République évitent le plus possible d'évoquer la Bretagne : ils préfèrent parler d'Ouest ou d'Extrême-Ouest (cette dernière expression due à l'imagination inventive de Michel Debré). Les parlementaires bretons de la majorité ont fondé, il y a quelques années, en marge du C.E.L.I.B. et contre lui, le G.A.P.M.O. (Groupe d'Action des Parlementaires de la Majorité de l'Ouest) (sic), dont l'organe mensuel s'intitule tout naturellement *Ouest-67*. Et quand nos inconditionnels ont voulu lancer une organisation destinée à « satelliser » certains milieux professionnels bretons, allant de Gourvennec à Louison Bobet, ils ont choisi non moins naturellement le titre de « Cercle d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales de l'Ouest » (C.E.P.E.S.O.).

Cette terminologie ouestienne est dans la logique d'un système qui, sacrifiant tout au culte hexagonaliste de la « grandeur », nie la personnalité bretonne tout en utilisant les Bretons comme piétaille du national-gaullisme.

Ce qui peut paraître plus surprenant, c'est la préférence que marquent aussi parfois certains syndicats ouvriers et partis de gauche, *en Bretagne*, pour une notion d'Ouest qui ignore ou minimise la personnalité propre du peuple breton. Les syndicalistes bretons, on s'en souvient, ont fourni les gros bataillons lors de la « marche sur Paris » du 8 avril 1965, sur le thème « *L'Ouest veut vivre !* ». La manifestation du 29 octobre 1966, à Rennes, a bien failli, elle aussi, adopter ce slogan et ce n'est que quelques jours avant la date du rassemblement qu'ont enfin prévalu la logique et l'efficacité avec le thème autrement net et dynamique de « *La Bretagne veut vivre !* »

Tributaires, pour atteindre la masse, du quotidien régional *Ouest-France*, qui bénéficie d'un monopole de fait, les hommes de gauche eux-mêmes se voient conduits bon gré mal gré, lorsqu'ils s'adressent aux Bretons, à couler l'expression de leur pensée dans ce moule « ouestien » qui correspond à l'aire commerciale du quotidien rennais. Ainsi, dans une tribune libre sur les problèmes de l'expansion régionale où il distinguait la Bretagne des « pays de l'Ouest », Michel Phlipponneau a vu son article coiffé d'un « chapeau » d'où cette distinction fondamentale avait disparu pour ne laisser subsister que la référence ouestienne (1). Une autre tribune libre, donnant cette fois la parole à François Mitterrand, lors de la dernière campagne électorale, était intitulée : « La Gauche et la région de l'Ouest » (2).

La Rencontre socialiste de St-Brieuc, consacrée au problème de la démocratie régionale, a groupé de son côté des militants de gauche venus de douze départements « de l'Ouest », ce qui a d'ailleurs permis de mettre en lumière certaines différences essentielles entre les problèmes bretons et « ouestons ».

On peut s'interroger sur les causes de cet engouement pour la terminologie ouestienne dans nos cinq départements bretons. De la part des Bretons eux-mêmes, il faut peut-être faire la part de complexes mal surmontés chez certains de nos compatriotes, croyant pouvoir masquer leur identité bretonne en se fondant dans un Ouest anonyme et impersonnel. De la part des hommes politiques hexagonaux, il s'agit le plus souvent d'habitudes de langage héritées du XIXe siècle et liées à une vision stato-nationale dont ils ont quelque peine à se départir.

Actuellement où la démocratie régionale apparaît comme une des revendications primordiales de la gauche, il est indispensable et urgent que la gauche bretonne définisse dès maintenant le cadre géographique où devront s'exercer les nouvelles institutions. C'est démocratiquement, à la base, que doivent être prises les options fondamentales : c'est donc notre affaire, à nous Bretons, si nous ne voulons pas que le cadre de notre avenir soit fixé unilatéralement par une technocratie parisienne fort éloignée de nos problèmes. D'où la nécessité d'un effort de clarification et, donc, d'explication.

Ouest ou Bretagne ? Pour nous, le choix est fait et notre existence même du parti breton en est la preuve. Mais nous souhaitons engager le dialogue avec ceux qui, à gauche, parmi nos compatriotes bretons, croient à une « région de l'Ouest » pouvant servir de base à une construction démocratique et socialiste.

Et d'abord, qu'est-ce que l'Ouest ? S'agit-il, dans l'esprit de nos compatriotes, d'une conception précise ou bien d'une expression passe-partout recouvrant des notions diverses, voire contradictoires ? Peut-on assimiler le problème breton avec celui des régions de l'Ouest intérieur français ? Autant de questions qui dépassent largement la simple querelle de vocabulaire. Pour nous, militants de l'U.D.B., il s'agit là d'un problème primordial, mettant en jeu le cadre et le sens même de notre action. C'est pourquoi nous lui consacrerons ici, dans nos prochains numéros, une étude approfondie qui montrera clairement les raisons de notre engagement dans un combat *démocratique* et *breton* tout à la fois.

Jean THOMAS.
(A suivre).

(1) « 40 000 jeunes quitteront l'Ouest en 1966 » (*Ouest-France*, du 8 février 1966).

(2) *Ouest-France* du 23 février 1967.

LE PEUPLE BRETON se penche sur son passé

Chronique culturelle

II. — Meven MORDIERN

Il faut projeter sur la vie de la langue bretonne, cette lumière qui naît de l'étude des autres langues et de leur histoire. Telle est la préoccupation que l'on retrouve à toutes les pages des **Prederiadennoù diwar-benn ar yezoù hag ar brezoneg.** Jamais encore on ne nous avait amené à méditer sur le destin de notre civilisation. Dans ces « Réflexions », Meven Mordiern s'y emploie avec toute la scrupuleuse honnêteté d'un véritable historien.

Il est vain de déplorer la paresse d'esprit des milliers d'hommes qui nous ont précédé dans ce pays, et les dommages immenses que ces générations ont fait subir à la Langue. Il faut réagir et tourner les yeux **« vers ces pays où des élites ont su faire chez eux ce que l'on n'a pas fait ici, afin de s'inspirer de leur exemple. »**

Après avoir examiné les conditions qui présidèrent à l'expansion de grandes langues comme le latin, l'allemand, le russe ou l'anglais, ou bien au déclin de certaines autres, il se penche tour à tour sur les minorités d'Europe Centrale, le grec, l'anglicisation des émigrants européens aux U.S.A. aussi bien d'ailleurs que sur la lutte entre le français et l'anglais en Grande-Bretagne jusqu'au quatorzième siècle. Il n'est pas jusqu'au Thibet où il ne nous emmène chercher au fond des monastères, des raisons d'espérer en l'avenir. La culture thibétaine est une des plus riches d'Asie. Lorsque l'on sait que ce pays n'a jamais pu nourrir plus de quatre millions d'habitants, on se reprend à croire en l'étoile des petits peuples.

Mordiern soutenait que l'essence d'une culture n'est pas forcément la littérature prise dans son sens étroit d'œuvre artistique. Sans doute même eût-il assez peu apprécié de se voir cataloguer dans une histoire de la littérature. Ses provisions de poésie et de beauté, c'est dans les sciences qu'il allait les chercher. Le sort n'ayant pas voulu qu'il devint le grand explorateur dont rêvait sa mère, c'est dans le monde intellectuel qu'il s'employa à découvrir de nouveaux horizons. Et dans la dureté même des faits, il chercha des raisons de croire que rien n'avait au fond tellement changé depuis les temps où une misérable petite langue de paysans, traquée par une grande et brillante civilisation avait pu donner naissance au latin.

L'œuvre littéraire pure peut affronter l'épreuve du temps avec une certaine sérénité, mais il est peu de livres de science qui aient ce privilège. La Science bouge et Bachelard n'a pas craint de définir le génie comme une aptitude à inventer de nouvelles erreurs. Si l'on ne lit plus guère l'**Istor ar Bed** dont l'érudition date quelque peu, les **Prederiadennoù** ont bien mieux résisté aux ans, et, au risque de déplaire aux mânes du vieux solitaire de Saint-Héloury, convenons que l'austère poésie qui s'en dégage n'est pas forcément leur moindre charme.

Pourtant, c'est peut-être aussi dans les **Prederiadennoù** que Mordiern révèle le plus clairement la faiblesse de sa doctrine. Cet idéaliste est trop rompu à la fréquentation des livres pour que le commerce des hommes ne lui ait pas amené d'amères désillusions. Que se lève en Bretagne une génération de jeunes esprits qui, à l'instar de Von Humboldt ne vivront **« que pour la Science »**, qu'ils fassent bénéficier leur langue de leurs travaux et tous les espoirs sont permis. C'est du moins ce que pense Mordiern qui met en revanche ses lecteurs en garde contre la politique et les « têtes folles » qui s'y adonnent.

« Au lieu du « Politique d'abord » qui est la règle pour les Bretons de langue française, d'un commun accord avec mon cher ami Vallée, qui vient avec moi d'achever la lecture et la correction de ces pages, je propose celle-ci aux jeunes bretonnants conscients : « Langue, Education et Culture d'abord » ce qui doit s'entendre comme nous l'entendons nous-mêmes : « Education et Culture par la Langue et rien que par la Langue. » (6).

*
* *

Bien des choses ont changé en trente ans et il serait sans doute nécessaire de tempérer quelque peu certaines de ces affirmations péremptoires qui frappèrent à l'époque les lecteurs des **Prederiadennoù.** Mais il semble incontestable que sans cette véritable mystique de la langue dont, plus que Vallée lui-même, encore trop prisonnier des idées et des habitudes reçues, Meven Mordiern fut le principal zélateur, on ne serait jamais parvenu à tirer notre littérature du lamentable bourbier régionalistes où elle s'enlisait depuis des siècles.

Durant vingt bonnes années, de la petite maison de Saint-Héloury où il vieillissait parmi ses chats et ses livres, se nourrissant de pain, de lait et de coquillages, le « Sanglier » allait dispenser sans compter, son savoir et sa foi au service de cette Langue qu'il avait voulue sienne.

Lorsque, miné par les privations, il s'éteignit à l'hospice de Quintin en janvier 1949, c'était le temps où des bibliothèques entières de livres bretons étaient envoyées aux pilons des chiffonniers. Cinq mois plus tard, Fransez Vallée, son compagnon de lutte, le suivait dans la tombe.

Pendant un quart de siècle, ils avaient mené la même vie obscure et studieuse ; pendant un quart de siècle, ils avaient forgé patiemment, amoureusement, ce **« patois nouveau de nos enfants »** cher à Tangi Malmanche ; ils avaient soutenu les mêmes combats et, germes de vie dans le chaos des circonstances, ils avaient vécu des mêmes espoirs, des mêmes rêves ; pendant un quart de siècle, ils furent de ces quelques rares âmes d'élite dont parle D. H. Laurence dans **l'Esprit de conquête,** qui, **« au sein du plus furieux déluge mènent toujours l'arche vers l'arc-en-ciel. »** (7).

Yann-Ber PIRIOU.

(6) **Prederiadennoù.** L. VI p. 24 — meurz 1936.
(7) **Le Monde.** 19 juillet 1967.

TOUS MATERIAUX
ÉVERITE
Isolants thermiques et phoniques «STILLITE»
Société Bretonne
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
QUIMPER - Tél. 14-43 et 26-43
Sanitaire
Carreaux, grès, faïence
VILLEROY ET BOSCH

La position de notre Parti à Lorient

A titre documentaire, nous croyons intéressant de publier le texte intégral de l'intervention de notre camarade R. LEPROHON, membre du Comité Directeur de l'U.D.B., lors de « la Journée d'Action Régionale Progressiste » de Lorient.

Notre collaborateur J. THOMAS fait plus loin le bilan de cette journée.

Mesdames, Messieurs, chers amis, camarades,

L'Union Démocratique Bretonne, fondée le 1er janvier 1964, travaillant depuis trois ans en Bretagne, au sein de la gauche, se réjouit de la présence aujourd'hui à Lorient des amis d' « Ar Falz » et de tous les partis de gauche en Bretagne, unis dans le même combat et la même recherche.

Nous sommes d'accord, pour l'essentiel, avec ce qui a été précédemment dit à cette réunion. Cependant, nous estimons qu'il faut poser quelques questions préalables.

1° DE QUOI PARLONS-NOUS ICI ?

Il semblerait qu'il règne encore au sein de la gauche une incertitude des plus graves sur le sens du mot « région », voire « province » : comme le disent certains nostalgiques de l'Ancien régime. Ici, on peut penser que l'incertitude est plus légère : on parle tantôt de la Bretagne à 4 départements, la Bretagne U.N.R., tantôt de la Bretagne à 5 départements : la vraie.

Mais malheureusement nos camarades syndicalistes ouvriers et paysans se battent encore trop souvent pour un « Ouest » vague qui fait bien l'affaire du gouvernement : tantôt il s'agit d'une dizaine de départements, ou de quinze ; tantôt du « grand Ouest » à 30 ou 40 départements... Tantôt on discute du problème régional, tantôt on discute du problème breton.

Pourtant **le problème breton est absolument spécifique et particulier.** C'est Debré qui disait qu'il n'y avait pas de problème breton, mais un problème de la France vis-à-vis de quelques unes de ses régions moins développées... Or si nous avons, — indiscutablement —, plusieurs problèmes en commun avec des régions françaises (problème du chemin de fer à voie étroite : Bretagne et Corse, alcoolisme ; Bretagne et Basse-Normandie, sous-industrialisation ; Bretagne et Vendée, problème de la langue ; Bretagne et Pays Basque : exode rural ; Bretagne et Auvergne, etc...) nous avons, non moins indiscutablement, en propre, l'ensemble de ces facteurs communs et cela constitue le **problème breton, celui de la seule Bretagne.**

Or cette Bretagne est fondamentalement différente de l'Ouest où on voudrait tant nous voir diluer notre combat. Sur le plan où cela peut paraître le moins assuré, le plan agricole, les choses sont nettes. Reportez-vous au livre « **Une France sans paysans** », publié au « Seuil » par des techniciens de l'agriculture, sans parti-pris breton quelconque. Or les auteurs de ce livre distinguent nettement — les cartes le prouvent — une agriculture bretonne concernant nos cinq départements, Loire-Atlantique comprise. N'oublions pas que l'artificielle division de la Bretagne qui sépare le prolétariat combattif nazairien des autres Bretons a constamment été voulue par le pouvoir central depuis Napoléon III au moins, et méfions-nous de faire le jeu du gouvernement actuel en cette matière.

Il y a, pour nous, U.D.B. une **première nécessité pour la gauche : bien situer notre combat** qui, ici, ne peut être qu'un combat breton. La Bretagne, ce n'est pas « l'Ouest » de Paris, c'est notre pays, **un pays qui a son nom comme tous les autres.** Un journaliste de gauche, Michel Bosquet, du « Nouvel Observateur », écrivait à propos des hommes qui luttent sur place pour la survie de leur région, que celle-ci « n'est pas seulement un morceau quelconque du territoire, mais **leur** pays, un pays dont ils mesurent les potentialités et pour lequel ils sont prêts à des sacrifices et à des efforts que le banquier ou le technocrate parisien n'imaginent même pas... » (13-12-1966).

2° DEUX DEMARCHES FACE AU PROBLEME BRETON

On peut, ainsi que l'ont fait avant nous ici le Dr Fichez, notre ami d' « Ar Falz », ou Bescond,

— percevoir un problème,
— analyser ce problème,
— et essayer de le résoudre selon sa spécificité.

C'est la première démarche, familière à la gauche en Bretagne.

On peut aussi :

— percevoir un problème,
— analyser ce problème,
— le rattacher aux autres problèmes

et ainsi définir un **fait breton** auquel il faut ensuite chercher une solution.

C'est la démarche que l'U.D.B. voudrait voir adopter toujours à la gauche.

Cette solution de la question bretonne passe par un minimum qui comprend pour nous :

— **la suppression du préfet** (nous nous souvenons que c'était là une des bases de l'action du P.S.U. à sa fondation, et le camarade Guillemot demande sensiblement la même chose, au nom des communistes) ;

— **l'élection au suffrage universel d'une assemblée régionale** et **la mise en place d'un exécutif régional** dont les attributions et les pouvoirs devront être définis en harmonie avec les organes correspondant du pouvoir central. C'est là pour nous un minimum — minimum en Bretagne, comme en U.R.S.S. ou en Yougoslavie.

Ceci constituerait l'amorce d'un programme commun minimum. En vue de promouvoir une telle base, nous avions présenté aux dernières élections un « programme minimum démocratique régional » (P.M.D.R.) aux candidats de gauche. Nous avons eu la satisfaction d'avoir l'accord de la plupart des candidats de gauche de nos cinq départements. Cela ne doit pas rester un simple engagement pré-électoral. Nous devons en faire une base de discussion et d'action pour la gauche bretonne unie contre le capitalisme et le centralisme. Nos camarades des autres partis doivent, à notre avis, chercher à faire inscrire ce minimum dans le futur programme commun national de la gauche.

3° L'ACTION BRETONNE EST NECESSAIRE

1) **Des études restent nécessaires** à la gauche. Nous l'avons bien vu ce matin au cours de l'excellent exposé du camarade Bescond qui a posé beaucoup de problèmes qui sont rarement familiers à la gauche bretonne. De ce point de vue, le travail accompli dans les clubs parisiens par nos camarades bretons exilés est excellent et doit continuer et être rendu accessible à tous ceux qui, à gauche, œuvrent pour la Bretagne. On peut aussi songer à fonder, à gauche, une commission d'études bretonnes qui — autour de M. Phlipponneau — reprendrait pour l'information du peuple breton les études rendues impossibles par la suppression de la commission que dirigeait le président de la F.G.D.S. d'Ille-et-Vilaine.

2) **Il est nécessaire** — comme l'a souligné le camarade communiste — **de mener sans cesse une campagne d'information concrète à la base :** c'est en informant nos compatriotes que nous les mènerons au bon combat, alors qu'ils sont encore trop victimes de l'influence de la presse-opium régionale.

3) **Si la gauche va au combat, armée des seuls chiffres et statistiques, elle échouera contre le gaullisme.** En effet, en Bretagne, le vote à droite pour de Gaulle n'est pas toujours un vote réactionnaire classique. Nos compatriotes sont aliénés : pour eux, voter de Gaulle se confond avec une certaine forme de respect de la France ou de la Providence. A la mystique gaulliste, il faut que la gauche oppose un autre

(Suite page 2)

Jean AUBAULT
Joaillier - Horloger
LIP — LONGINES
123, rue de Fougères
RENNES

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

— **COTES-DU-NORD.** A Loudéac, 500 agriculteurs se sont opposés à **une adjudication de terre.** Sur une ferme de 10 hectares 50, mise en vente par lots en juillet dernier, l'acquéreur d'une parcelle de 2 hectares 25 était venu porter **une surenchère de 10 %** sur trois autres lots acquis par la S.B.A.F.E.R. (Société bretonne d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural). Le syndicat agricole local s'est opposé à cette nouvelle surenchère : 500 agriculteurs et les responsables des organisations agricoles du Morbihan, du Finistère, et de l'Ille-et-Vilaine se sont opposés à la vente.

Les dirigeants syndicaux ont affirmé **leur détermination à résoudre rapidement les problèmes de structure,** en particulier en s'opposant aux surenchères excessives portées sur les terres de culture.

La terre est hélas un moyen de spéculation et d'exploitation capitaliste ; alors **qu'elle ne devrait être qu'un outil de travail.**

— **FINISTERE.** A Brest, la rentrée scolaire s'est faite non sans difficultés. Des centaines d'enfants de la rive droite doivent continuer à travailler dans des **groupes scolaires provisoires,** dans **des classes-baraques.** D'autres enfants ne sont acceptés **en maternelle qu'à mi-temps,** faute de classes ou de maîtresses en nombre suffisant. De nombreux enfants de 14 ans et plus qui voulaient apprendre un métier se sont vus refuser l'entrée dans les C.E.T.

Et toujours la rentrée scolaire se fait sous le signe de l'optimisme, celui de Fouchet, celui de Peyrefitte : depuis cinq ans et plus les problèmes scolaires sont en passe d'être résolus !

— **ILLE-ET-VILAINE. La lutte anti-syndicale continue à Citroën ;** qu'on en juge par ce témoignage : « ...à l'usine de la Janais, située sur le bord de la route de Nantes, nous étions huit (à une distribution de tracts) aux différentes entrées de l'usine. Il y avait également des membres de la direction Citroën (une vingtaine) dont M. Caron, directeur de l'usine...

A la distribution de midi, un de nos camarades s'est fait coincer, tandis qu'un autre a failli se faire écraser par une voiture. Par contre, le soir, lors de la distribution normale, effectuée par deux militants, **ceux-ci ont été littéralement encerclés et insultés** pendant qu'un autre agent de la direction subtilisait les tracts qui étaient dans une caisse en carton et les emmenait vers l'usine... » (syndicalisme — sep. 67). Tous les moyens d'intimidation et de répression sont bons (rappelons pour mémoire l'affaire Yannick Frémin, délégué C.G.T.). Résultat : aux élections de délégués du personnel des deux usines Citroën, **20 seulement sur les 6 440 ouvriers ont voté.** Mais au second tour, il y avait des listes non-syndicales, celles des « candidats libres » (**sic**). Résultats du second tour : **votants 1 037... « candidats libres »** 805 ! Une fois de plus le patronat et la direction de Citroën ont gagné les élections contre la liberté.

Le préfet de région, recevant une délégation des syndicats, **a dit n'avoir aucun moyen de contrainte** : ce préfet est pourtant le serviteur et le représentant du même état que **celui qui vient d'accorder 175 millions d'anciens francs pour 1966 à Citroën** au titre de la formation professionnelle.

A Redon, une cinquantaine de licenciements doivent intervenir dans la première quinzaine d'octobre **à l'usine Flaminaire.** Ces licenciements toucheront surtout la main d'œuvre féminine. La direction de l'usine espère qu'ils pourront n'être que temporaires. Toujours des espérances...

— **LOIRE-ATLANTIQUE.** Aux Ateliers et Chantiers de Bretagne, on parle à nouveau **d'une trentaine de licenciements.**

Aux Chantiers de l'Atlantique, le bureau d'études va quitter Saint-Nazaire pour la région parisienne (La Courneuve sans doute) : il y aura concentration de la partie « Etudes » pour différents chantiers (Atlantique, Normandie, La Seyne, etc...) Une fois de plus on vide la Bretagne de ses cadres, au profit d'une région parisienne déjà monstrueuse ! Sans compter que le commerce de Saint-Nazaire se ressentira du départ de cette clientèle. Le reste du personnel n'est pas à l'abri de difficultés que pourraient amener cette réorganisation des Chantiers de l'Atlantique.

— **MOR-BIHAN.** L'important dépôt ferroviaire d'Auray a vu son effectif diminuer en quelques années : **de 227 en 1965, il est tombé à 180 cette année.** Les partants ne sont pas remplacés et la promotion peut se faire, mais ailleurs. Le choix est encore se battre ou la déportation.

A Ploëmeur, les enfants de deux villages ont manqué la rentrée pour protester contre **l'absence d'un service de ramassage scolaire.**

LES ELECTIONS

(Suite de la page 3)

sionner par l'habituel chantage anti-communiste.

Une autre leçon, fort encourageante, de cette élection : la possibilité pour la gauche, lorsqu'elle est unie et représentée par des hommes valables, de devenir majoritaire, même dans des circonscriptions naguère considérées comme « modérées », et c'est le cas de Saint-Brieuc. Les chiffres sont éloquents à cet égard. En 1958, les partis de gauche ne réunissaient dans cette circonscription que 37 % des suffrages exprimés. En 1962, ce pourcentage passait à 46,6 %. En mars 1967 (2e tour des législatives), il dépassait les 50 %, pour atteindre enfin 55 % le 24 septembre dernier. La gauche l'emporte cette fois-ci dans 37 communes contre 25 en mars dernier. En moins de 10 ans, près d'un électeur sur 3 a changé d'avis, passant de la droite réactionnaire à la gauche socialiste et régionaliste. Or, la gauche, si l'on se base sur les résultats des dernières élections législatives, représente actuellement 36 à 37 % des voix dans l'ensemble de la Bretagne.

La progression constatée à Saint-Brieuc illustre parfaitement ce que nous écrivions ici même au lendemain des législatives de mars 1967 : la Gauche unie peut et doit, dans les années qui viennent, faire un nouvel effort, surtout auprès des jeunes, pour gagner les 14 à 15 % de voix qui lui manquent pour rallier la majorité du corps électoral breton (2).

Cela montre aussi que l'opinion politique peut évoluer assez rapidement pour peu que l'on s'attache à résoudre leurs problèmes, économiques, sociaux, culturels. Les gains remarquables de Le Foll, candidat qui n'a pas craint de déplorer, dans ses tracts électoraux l'ignorance systématique de la réalité bretonne dans les rapports officiels et l'aide dont bénéficie le Québec « alors que la Bretagne est laissée à l'abandon » sont, pour les militants bretons, une leçon en même temps qu'un espoir, une satisfaction en même temps qu'une invitation au travail politique.

Jean THOMAS.

(2) **Le Peuple Breton** (n° 41, avril 1967).
(1) La presse parisienne — par compensation sans doute — fait état de la qualité de « barde breton » du gaulliste Richet et de son appartenance à « une compagnie de druides » (sic)...

MAISON DE LA GALETTE
VENTE A EMPORTER
Madame LELIEVRE
6, place Sainte-Anne, Rennes

Composition linotype à façon
REVUES — TABLEAUTAGES — THÈSES
LINARMOR
15, rue des Fossés — RENNES

Imprimerie Commerciale, Rennes
Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387
Tirage : 1 500 — Dépôt légal 4e trimestre 67